

échanges économiques bilatéraux soient encore modestes, de réunir des experts de nos deux pays dans le but d'explorer plus avant les possibilités de coopération commerciale et économique. Cette proposition a été agréée sur-le-champ. Le Canada sera donc représenté au symposium sur le nouveau plan quinquennal de Jordanie qui se tiendra à Amman à la fin du mois de mai. Je voudrais ajouter combien nous a été agréable la visite récente à Ottawa de leurs majestés, le roi et la reine, ainsi que du Premier ministre Rifa'i. Bien que courte et non officielle, elle nous a permis de discuter de questions d'intérêt commun et d'approfondir nos relations déjà cordiales.

Outre nos discussions touchant les activités économiques bilatérales, j'ai tenté, dans les capitales que j'ai visitées, de donner le coup d'envoi à un dialogue franc et continu sur les grands problèmes économiques internationaux d'intérêt commun comme l'énergie et les questions financières et monétaires, où les pays arabes jouent un rôle sans cesse grandissant. De plus, j'ai voulu revoir ou définir les domaines communs d'intérêt en matière d'aide et de développement.

A ce chapitre, les problèmes d'échanges commerciaux multilatéraux et les questions monétaires ont été abordés, de même que les perspectives de la Conférence en cours sur la coopération économique internationale. En ma qualité de chef de la délégation du Canada et de co-président de cette Conférence, j'ai assisté à l'une des sessions, immédiatement après ma visite au Moyen-Orient. Comme trois des pays visités, l'Arabie saoudite, l'Iraq et l'Egypte, y sont également parties, j'ai trouvé particulièrement intéressant de m'entretenir avec les ministres concernés des travaux en cours sur des sujets clé comme l'énergie, les matières premières, le développement et les finances.

Toujours dans le domaine international, j'ai pris soin de souligner devant mes différents hôtes la foi et le soutien du Canada à l'égard de l'ONU et de ses organismes affiliés, même si à l'occasion, nous avons eu des motifs sérieux de déplorer l'introduction dans ces enceintes de considérations politiques étrangères à des discussions d'ordre strictement technique, comme cela s'est produit récemment à l'ECOSOC (Conseil économique et social des Nations Unies). A notre avis, de telles discussions politiques détournent l'ONU et ses organismes de leurs objectifs et menacent de saper l'efficacité avec laquelle ils doivent s'acquitter des tâches spécialisées de leurs mandats.